



ECONOMIE mercredi 18 mai 2011

La dette grecque hante les finances de l'Union européenne

Richard Werly Bruxelles

> Politique Les Vingt-Sept excluent toujours une restructuration «dure»

Pas question de céder aux marchés financiers pour lesquels seul un abandon partiel de créances, et une remise à plat drastique du fardeau financier d'Athènes pourront permettre au pays de s'en sortir. Et pas question, non plus, de jouer avec le feu social dans une Grèce déjà très turbulente... A Bruxelles mardi, les ministres des Finances de l'Union européenne ont écarté le scénario d'une restructuration «dure» de la dette grecque, tout en plaidant pour un rééchelonnement. Une décision appuyée, le matin même à Berlin, par la chancelière allemande Angela Merkel, plus prudente que son grand argentier, Wolfgang Schäuble.

Les décisions prises, pourtant, témoignent de l'urgence. Défendue par le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, la «restructuration douce» des 327 milliards d'euros de dette grecque, soit 150% du PIB annuel du pays - ou «reprofilage» - remet en effet en cause les méthodes et le calendrier. Un programme de privatisations beaucoup plus vaste, à hauteur de 50 milliards d'euros d'actifs, est désormais jugé indispensable, couplé avec un rééchelonnement des remboursements et une possible baisse des taux d'intérêt. Lors de la réunion de l'Eurogroupe lundi, les Pays-Bas ont en outre proposé de «privatiser les privatisations» en confiant ce processus à un consortium de banques.

Ce compromis ne conviendra pas aux partisans d'une restructuration, qui ont fait leurs comptes. Selon eux, l'augmentation de la dette grecque se poursuit au point que, même avec une croissance annuelle de 6%, elle ne pourrait être résorbée que vers 2040. Or la Commission européenne a encore revu à la baisse ses prévisions la semaine dernière, et table sur une contraction du PIB grec de 3,5% pour 2011. Les pro-restructuration» crient aussi au danger pour l'UE et la zone euro qui, après les 110 milliards de prêts bilatéraux consentis en mai 2010, risquent de se retrouver contraints d'acheter des obligations grecques pour tenir le pays à flot, afin de lui éviter d'être sanctionné par les marchés.

«Un Etat défaillant»

~~... inverse, les patrons de la construction «grecs» partent politiques. Ils~~
redoutent que les grandes banques européennes fortement exposées ^{Vers le haut} sur la Grèce, déjà confrontées à l'exercice délicat des «stress tests», ne puissent pas supporter un abandon de créances. Berlin serait sensible à cet argument. Le risque d'une contagion à l'Espagne, où l'endettement excessif est le fléau économique majeur, est aussi évoqué. Les yeux sont enfin braqués sur les rues d'Athènes où fleurissent les slogans anti-FMI et anti-UE.

«Le problème de la Grèce, c'est son Etat défaillant juge un conseiller du commissaire européen à l'Economie Olli Rehn. L'administration fiscale ne fonctionne pas. Les passe-droits sont partout. Les privatisations ne changeront pas cette donne.» Les négociateurs de l'UE et du FMI, présents à Athènes, ont reçu pour consigne de négocier avec «toutes» les formations politiques grecques. «Nous attendons des chiffres la semaine prochaine a poursuivi Olli Rehn. L'objectif est clair: amener la Grèce à se réformer sans délais.»

LE TEMPS © 2011 LE TEMPS SA